

## **Disparités thématiques**

### **Introduction et définitions**

[- Introduction et définitions](#)

### **Les communes touristiques**

[- Les communes touristiques en 2006](#)

[- Les communes touristiques du littoral maritime en 2006](#)

[- Les communes touristiques "supports stations de sports d'hiver" en 2006](#)

### **Les communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains**

[- Les communes de l'espace à dominante rurale en 2006](#)

[- Les communes appartenant à un pôle urbain en 2006](#)

[- Les communes périurbaines en 2006](#)

### **Les communes de montagne non touristiques**

[-Les communes de montagne non touristiques en 2006](#)

## Disparités thématiques

### Introduction et définitions

L'analyse réalisée dans les pages suivantes porte sur les communes de moins de 10 000 habitants en les regroupant en fonction de types définis par une situation géographique particulière ou par une activité dominante qui influe sur les finances communales. La liste des catégories de communes choisies n'est pas immuable, elle est amenée à évoluer au cours des exercices.

Les études thématiques sont réalisées sur les communes de moins de 10 000 habitants de métropole à partir des catégories suivantes :

- les communes touristiques (on distingue, entre autre, les communes du littoral maritime, de supports de stations de sports d'hiver, de montagne);
- les communes appartenant à l'espace à dominante rurale, à un pôle urbain ou les communes périurbaines ;
- les communes non touristiques de montagne.

#### ◆ Communes touristiques

La définition choisie est celle utilisée jusqu'en 1993 pour la dotation touristique de la DGF qui se fonde sur la capacité d'accueil et d'hébergement de la commune (Source : Ministère de l'Intérieur, DGCL).

Parmi les communes touristiques, on distingue les catégories suivantes :

**Communes touristiques du littoral maritime** : ce sont les communes touristiques appartenant également à la liste des communes du littoral maritime. Cette liste comprend les communes de bord de mer et les communes d'estuaires, en aval de la limite transversale de la mer. Elle est basée sur le référentiel de l'INSEE de 1999. (Source : Institut français de l'Environnement).

- **Communes touristiques de montagne** : voir ci-après pour la définition des communes de montagne.

- **Communes touristiques « supports de stations de sports d'hiver »** : ce sont les communes touristiques également classées comme « supports de stations de sports d'hiver ». Ces dernières sont définies à partir de la capacité d'hébergement et/ou de la présence de remontées mécaniques. Les critères de sélection des communes touristiques conduisent à exclure du champ d'étude les communes dont l'activité liée au tourisme d'hiver est mineure (faible capacité d'hébergement et nombre réduit de remontées mécaniques) (Source : SEATM, Service d'études et d'aménagement touristique de la montagne).

#### Répartition des communes touristiques de moins de 10 000 habitants et de leur population (métropole) :

Population totale au 01/01/2006 (RP de 1999)	Ensemble des communes touristiques	Communes du littoral	"Supports de stations de sports d'hiver"	Autres communes de montagne	Autres communes touristiques
Nombre de communes	2130	488	308	899	435
Population regroupée	2 856 755	1 261 024	323 967	564 720	707 044
Répartition : des communes	100,0%	22,9%	14,5%	42,2%	20,4%
de la population	100,0%	44,1%	11,3%	19,8%	24,7%
Population moyenne d'une commune	1 341	2 584	1 052	628	1 625

La population moyenne des communes de moins de 10 000 habitants en métropole au RP 1999 est de 864 habitants.

Pour la strate de population de moins de 10 000 habitants, près d'un habitant sur 10 réside dans une commune touristique. Les communes touristiques sont en moyenne des communes à population élevée. De plus, à côté de cette population résidente, il faut tenir compte d'une population saisonnière très importante ainsi que l'atteste le nombre élevé des résidences secondaires. Plus de la moitié des communes touristiques sont en zone de montagne mais c'est le littoral qui regroupe le plus d'habitants.

#### ◆ Communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains

Pour cette typologie, on utilise le zonage en aires urbaines élaboré par l'Insee. Ce zonage est fondé non seulement sur la continuité du bâti mais encore sur les flux de déplacement domicile - travail. Il permet de distinguer sur le territoire métropolitain :

- **Le pôle urbain** : unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

- **L'aire urbaine** : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle urbain ou dans des communes attirées par celui-ci.

- **La couronne périurbaine (d'un pôle urbain)** : ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain.

- **Les communes multipolarisées** : communes rurales et unités urbaines situées hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.

- **Les communes périurbaines** : communes des couronnes périurbaines et communes multipolarisées.
- **L'espace à dominante urbaine** : ensemble des pôles urbains et des communes périurbaines ; il peut se définir également comme l'ensemble des aires urbaines et des communes multipolarisées.
- **L'espace à dominante rurale** : ensemble des communes rurales et unités urbaines n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine.
- **Les communes « rurales »** : ce sont les communes qui appartiennent à l'espace à dominante rurale. L'adjectif « rural » est encadré par des guillemets, pour bien distinguer ces communes des communes rurales définies de façon plus traditionnelle ne faisant référence qu'à la continuité du bâti et non aux flux de déplacement domicile – travail (Source : Insee).

#### Répartition des communes de moins de 10 000 habitants et de leur population (métropole) :

	Ensemble des communes De moins de 10 000 hab.	Communes Pôles urbains	Communes périurbaines	Communes "rurales"
Nombre de communes	35 677	2 256	14 895	18 527
Population regroupée	30 841 211	7 643 740	12 402 879	10 796 801
Répartition : des communes	100,0%	6,3%	41,7%	51,9%
de la population	100,0%	24,8%	40,2%	35,0%
Population moyenne d'une commune	864	3 388	833	583

Plus d'une commune de moins de 10 000 habitants sur deux appartient à l'espace à dominante rurale, mais la population correspondante ne représente que 35 % de la population totale contre 25 % dans les pôles urbains et près de 40 % à l'intérieur des communes périurbaines.

Depuis 1990, le nombre de communes appartenant à l'espace à dominante urbaine a fortement augmenté (+40 %), avec une conséquence mécanique sur le nombre de communes "rurales" et leur population. Les communes « rurales » sont logiquement plus représentées dans les petites strates, alors que l'inverse s'observe dans les pôles urbains.

Ces répartitions démographiques différentes de celles observées sur l'ensemble des communes de la métropole influent sur les écarts entre ratio moyen d'une catégorie et ratio moyen national. En effet, certains de ces écarts ne sont que le reflet d'une structure démographique différente.

#### ◆ Communes de montagne.

Les communes de montagne sont repérées à l'aide du classement en zone défavorisée réalisé par le ministère de l'agriculture. Les communes retenues sont celles qui sont entièrement classées « montagne » ou « haute montagne » et en métropole (Sources : CEMAGREF et ministère de l'Agriculture (direction de l'espace rural et de la forêt)).

La répartition démographique des communes de montagne non touristiques est très proche de celle de l'ensemble des communes de montagne : une très forte part de la population (environ les deux tiers) réside dans les communes de moins de 2 000 habitants. Cette répartition influe sur les ratios moyens calculés sur l'ensemble, le poids des plus petites communes et de leurs particularités est renforcé.

Les communes de montagne regroupent un grand nombre de communes forestières **dont communes « supports de stations de sports d'hiver » (voir "communes touristiques")** (Source : SEATM (Service d'Études et d'Aménagement Touristique de la Montagne - Secrétariat d'État au Tourisme)).

#### ◆ Intercommunalité.

L'étude des communes par **type d'intercommunalité à fiscalité propre** est intégrée dans la partie « Ratios financiers ».

#### Avertissement pour l'ensemble de la publication 2006 :

Le terme « **gestion active de la dette** » ou encore « **réaménagement de la dette** » signifie :

- . d'une part **les remboursements anticipés de dette classiques refinancés par emprunt** et comptabilisés à l'article 166 « refinancement de dette »,
- . d'autre part **les mouvements de dette équilibrés en dépenses et en recettes correspondant à l'utilisation des nouveaux produits de gestion active de la dette** : crédit long terme renouvelable (CLTR), ouverture de crédit à long terme (OCLT) et prêt à capital et taux modulable (PCTM) comptabilisés à l'article 16449 « opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie ».

## ◆ Communes touristiques

### Ensemble des communes touristiques en 2006

	montants en euros par habitant						Rappel
	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "touristiques"	moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	904	756	249	111	110	2 130	35 677
<b>Population totale au 01/01/2006</b>	200 840	778 264	660 311	456 254	761 086	2 856 755	30 841 211
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>2 152</b>	<b>1 903</b>	<b>1 701</b>	<b>1 692</b>	<b>1 998</b>	<b>1 866</b>	<b>1 102</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>2 216</b>	<b>1 930</b>	<b>1 702</b>	<b>1 686</b>	<b>2 012</b>	<b>1 881</b>	<b>1 123</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>1 141</b>	<b>1 069</b>	<b>1 013</b>	<b>1 059</b>	<b>1 281</b>	<b>1 116</b>	<b>666</b>
- dont charges à caractère général	33,9%	31,9%	29,9%	28,4%	26,4%	<b>29,4%</b>	<b>29,9%</b>
- dont charges de personnel	33,3%	39,1%	43,7%	47,3%	48,9%	<b>43,9%</b>	<b>45,9%</b>
- dont charges d'intérêts	4,5%	4,9%	5,1%	4,9%	4,8%	<b>4,9%</b>	<b>4,2%</b>
- dont autres charges de gestion courante	25,3%	21,3%	18,8%	17,3%	15,9%	<b>18,8%</b>	<b>18,1%</b>
- dont autres	3,0%	2,9%	2,5%	2,0%	4,0%	<b>3,0%</b>	<b>1,9%</b>
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,4%	0,6%	0,7%	0,8%	1,2%	<b>0,8%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>1 581</b>	<b>1 411</b>	<b>1 326</b>	<b>1 328</b>	<b>1 585</b>	<b>1 436</b>	<b>866</b>
- dont ventes, produits et prestations	9,0%	6,9%	5,7%	5,4%	6,7%	<b>6,5%</b>	<b>5,7%</b>
- dont dotations et participations	33,4%	30,8%	29,4%	28,9%	23,8%	<b>28,4%</b>	<b>32,6%</b>
<i>dont DGF</i>	(23,6%)	(24,4%)	(23,4%)	(21,8%)	(18,3%)	<b>(21,9%)</b>	<b>(23,2%)</b>
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	(5,2%)	(3,2%)	(3,1%)	(3,2%)	(2,1%)	<b>(3,0%)</b>	<b>(5,0%)</b>
- dont impôts et taxes	39,1%	48,7%	54,6%	57,4%	58,9%	<b>53,5%</b>	<b>50,9%</b>
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	(30,7%)	(36,2%)	(38,5%)	(37,8%)	(37,2%)	<b>(36,8%)</b>	<b>(35,3%)</b>
- dont autres produits courants non financiers	9,9%	7,7%	4,9%	3,8%	3,5%	<b>5,5%</b>	<b>4,6%</b>
- dont autres	8,5%	6,0%	5,4%	4,5%	7,2%	<b>6,2%</b>	<b>6,1%</b>
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>27,8%</b>	<b>24,3%</b>	<b>23,7%</b>	<b>20,3%</b>	<b>19,1%</b>	<b>22,3%</b>	<b>23,1%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>1 011</b>	<b>834</b>	<b>688</b>	<b>633</b>	<b>717</b>	<b>749</b>	<b>437</b>
- dont remboursements de dette *	17,8%	19,2%	20,5%	19,4%	19,3%	<b>19,4%</b>	<b>18,5%</b>
- dont dépenses d'équipement brut	78,7%	75,1%	76,4%	77,3%	77,0%	<b>76,5%</b>	<b>78,3%</b>
- dont autres	3,5%	5,6%	3,0%	3,4%	3,7%	<b>4,1%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>636</b>	<b>519</b>	<b>376</b>	<b>358</b>	<b>427</b>	<b>444</b>	<b>257</b>
- dont dotations et subventions	57,0%	47,0%	51,6%	44,5%	40,9%	<b>47,0%</b>	<b>51,5%</b>
- dont emprunts	34,9%	44,7%	41,0%	48,0%	53,1%	<b>45,5%</b>	<b>40,8%</b>
- dont autres	8,0%	8,4%	7,4%	7,5%	6,0%	<b>7,4%</b>	<b>7,7%</b>
<b>Encours de dette au 31/12/2006</b>							
- par habitant	1 240	1 285	1 211	1 185	1 503	<b>1 307</b>	<b>679</b>
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,78	0,91	0,91	0,89	0,95	<b>0,91</b>	<b>0,78</b>
- sur épargne brute	2,82	3,76	3,86	4,40	4,96	<b>4,08</b>	<b>3,39</b>
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>510</b>	<b>542</b>	<b>570</b>	<b>567</b>	<b>671</b>	<b>584</b>	<b>384</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	446	523	576	584	653	<b>571</b>	<b>544</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	75,2%	76,0%	79,8%	76,3%	75,2%	<b>76,6%</b>	<b>66,1%</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	91,8%	87,7%	90,6%	89,1%	89,6%	<b>89,4%</b>	<b>87,1%</b>
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	76,7%	78,5%	75,3%	78,8%	80,2%	<b>78,2%</b>	<b>65,2%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

### Évolution 2006/2005 à champ constant : communes touristiques

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes touristiques	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	- 1,1%	+ 4,8%	+ 2,2%	+ 2,0%	+ 3,4%	+ 2,9%	+ 2,5%
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	+ 2,7%	+ 2,3%	+ 2,8%	+ 2,5%	+ 5,3%	+ 3,4%	+ 3,3%
Charges à caractère général	+ 6,0%	+ 3,0%	+ 3,0%	+ 2,3%	+ 1,9%	+ 2,8%	+ 3,3%
Charges de personnel	+ 5,8%	+ 3,6%	+ 3,6%	+ 3,2%	+ 3,4%	+ 3,6%	+ 3,2%
Charges d'intérêts	- 0,0%	- 1,0%	- 0,2%	+ 10,7%	+ 11,7%	+ 4,5%	+ 2,3%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	- 5,1%	+ 8,3%	+ 1,2%	+ 1,2%	+ 0,1%	+ 2,2%	+ 1,2%
Dépenses d'équipement brut	+ 1,2%	+ 13,8%	+ 4,4%	+ 9,6%	+ 13,5%	+ 9,7%	+ 5,0%
Remboursements de dette *	- 25,2%	+ 0,1%	- 4,1%	- 22,3%	- 31,1%	- 16,1%	- 7,8%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	+ 3,3%	+ 1,1%	+ 2,1%	+ 1,7%	+ 4,8%	+ 2,6%	+ 3,3%
Impôts et taxes	+ 2,6%	+ 2,7%	+ 2,6%	+ 3,6%	+ 2,8%	+ 2,9%	+ 2,6%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	+ 4,3%	+ 4,2%	+ 2,5%	+ 3,0%	+ 4,5%	+ 3,7%	+ 2,8%
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement de fiscalité</i>	+ 4,1%	+ 4,2%	+ 3,0%	+ 3,8%	+ 4,0%	+ 3,8%	+ 3,1%
Dotations et participations	+ 2,7%	+ 2,3%	+ 1,5%	+ 0,3%	+ 2,0%	+ 1,8%	+ 3,4%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	- 10,5%	+ 10,7%	- 3,5%	- 0,7%	- 8,6%	- 1,3%	+ 0,2%
Dotations et subventions d'investissement	+ 9,4%	+ 11,2%	+ 6,2%	- 6,0%	+ 6,2%	+ 6,4%	+ 2,5%
Emprunts *	- 24,0%	+ 15,1%	- 12,7%	+ 10,7%	- 9,0%	- 2,5%	+ 3,1%
<b>Épargne brute</b>	+ 4,8%	- 2,7%	- 0,4%	- 1,3%	+ 2,5%	- 0,0%	+ 3,3%
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	+ 4,3%	+ 5,2%	+ 0,0%	+ 3,9%	+ 4,8%	+ 3,7%	+ 2,9%

(1) hors travaux en régie / (2) y compris travaux en régie

\* Hors gestion active de la dette

## ◆ Communes touristiques

## Ensemble des communes touristiques du littoral maritime en 2006

montants en euros par habitant

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	"touristiques du littoral maritime"	Rapport moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	64	183	112	60	69	488	35 677
<b>Population totale au 01/01/2006</b>	17 187	214 198	305 004	245 319	479 316	1 261 024	30 841 211
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>2 127</b>	<b>1 614</b>	<b>1 629</b>	<b>1 764</b>	<b>2 115</b>	<b>1 844</b>	<b>1 102</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>2 195</b>	<b>1 635</b>	<b>1 634</b>	<b>1 775</b>	<b>2 110</b>	<b>1 850</b>	<b>1 123</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>1 173</b>	<b>981</b>	<b>991</b>	<b>1 127</b>	<b>1 370</b>	<b>1 162</b>	<b>666</b>
- dont charges à caractère général	35,3%	30,9%	29,3%	27,9%	26,5%	<b>28,1%</b>	<b>29,9%</b>
- dont charges de personnel	41,5%	47,2%	48,0%	48,8%	49,8%	<b>48,8%</b>	<b>45,9%</b>
- dont charges d'intérêts	3,9%	3,9%	4,6%	4,5%	4,8%	<b>4,6%</b>	<b>4,2%</b>
- dont autres charges de gestion courante	17,9%	16,2%	15,6%	16,2%	16,5%	<b>16,2%</b>	<b>18,1%</b>
- dont autres	1,3%	1,7%	2,5%	2,6%	2,4%	<b>2,4%</b>	<b>1,9%</b>
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,2%	0,7%	0,9%	0,8%	1,4%	<b>1,1%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>1 574</b>	<b>1 260</b>	<b>1 281</b>	<b>1 423</b>	<b>1 671</b>	<b>1 457</b>	<b>866</b>
- dont ventes, produits et prestations	12,0%	6,6%	5,5%	5,2%	7,2%	<b>6,4%</b>	<b>5,7%</b>
- dont dotations et participations	32,6%	32,5%	30,1%	29,4%	23,4%	<b>27,4%</b>	<b>32,6%</b>
<i>dont DGF</i>	<i>(25,9%)</i>	<i>(26,2%)</i>	<i>(24,8%)</i>	<i>(22,3%)</i>	<i>(18,4%)</i>	<b><i>(21,8%)</i></b>	<b><i>(23,2%)</i></b>
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	<i>(3,5%)</i>	<i>(2,9%)</i>	<i>(2,8%)</i>	<i>(2,8%)</i>	<i>(1,7%)</i>	<b><i>(2,4%)</i></b>	<b><i>(5,0%)</i></b>
- dont impôts et taxes	37,5%	49,3%	54,8%	57,0%	61,6%	<b>57,1%</b>	<b>50,9%</b>
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	<i>(25,0%)</i>	<i>(35,8%)</i>	<i>(38,8%)</i>	<i>(38,5%)</i>	<i>(38,8%)</i>	<b><i>(38,1%)</i></b>	<b><i>(35,3%)</i></b>
- dont autres produits courants non financiers	9,5%	5,7%	4,1%	3,5%	3,6%	<b>4,1%</b>	<b>4,6%</b>
- dont autres	8,4%	5,9%	5,4%	4,8%	4,1%	<b>4,9%</b>	<b>6,1%</b>
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>25,5%</b>	<b>22,1%</b>	<b>22,7%</b>	<b>20,8%</b>	<b>18,0%</b>	<b>20,2%</b>	<b>23,1%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>955</b>	<b>633</b>	<b>639</b>	<b>637</b>	<b>745</b>	<b>682</b>	<b>437</b>
- dont remboursements de dette *	15,4%	17,0%	18,8%	19,8%	18,7%	<b>18,6%</b>	<b>18,5%</b>
- dont dépenses d'équipement brut	83,6%	80,0%	79,1%	77,7%	76,8%	<b>78,1%</b>	<b>78,3%</b>
- dont autres	1,1%	3,0%	2,1%	2,5%	4,5%	<b>3,3%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>620</b>	<b>375</b>	<b>353</b>	<b>352</b>	<b>439</b>	<b>393</b>	<b>257</b>
- dont dotations et subventions	70,4%	57,1%	55,0%	41,9%	40,1%	<b>47,0%</b>	<b>51,5%</b>
- dont emprunts	25,8%	37,1%	39,8%	46,6%	53,2%	<b>45,9%</b>	<b>40,8%</b>
- dont autres	3,8%	5,8%	5,3%	11,6%	6,7%	<b>7,0%</b>	<b>7,7%</b>
<b>Encours de dette au 31/12/2006</b>							
- par habitant	959	916	1 122	1 153	1 607	<b>1 275</b>	<b>679</b>
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,61	0,73	0,88	0,81	0,96	<b>0,87</b>	<b>0,78</b>
- sur épargne brute	2,39	3,28	3,86	3,90	5,34	<b>4,32</b>	<b>3,39</b>
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>421</b>	<b>481</b>	<b>541</b>	<b>610</b>	<b>714</b>	<b>608</b>	<b>384</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	454	499	505	566	624	<b>559</b>	<b>544</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	57,2%	58,9%	69,7%	66,6%	73,8%	<b>68,5%</b>	<b>66,1%</b>
Coefficient de mobilisation de potentiel fiscal élargi	73,8%	72,8%	82,1%	87,3%	89,3%	<b>84,4%</b>	<b>87,1%</b>
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	72,9%	78,6%	80,9%	79,0%	81,7%	<b>80,5%</b>	<b>65,2%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPT n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

**Évolution 2006/2005 à champ constant : communes touristiques du littoral maritime**

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	"touristiques du littoral maritime"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>+ 4,9%</b>	<b>+ 2,2%</b>	<b>+ 2,1%</b>	<b>+ 1,8%</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 2,5%</b>	<b>+ 2,5%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>+ 2,6%</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 3,4%</b>	<b>+ 3,2%</b>	<b>+ 3,5%</b>	<b>+ 3,4%</b>	<b>+ 3,3%</b>
Charges à caractère général	+ 6,9%	+ 3,4%	+ 4,2%	+ 3,0%	+ 1,4%	+ 2,7%	+ 3,3%
Charges de personnel	+ 5,6%	+ 4,3%	+ 3,3%	+ 3,3%	+ 3,4%	+ 3,5%	+ 3,2%
Charges d'intérêts	+ 3,7%	- 2,5%	- 2,9%	+ 7,6%	+ 11,0%	+ 5,4%	+ 2,3%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>+ 7,8%</b>	<b>+ 0,8%</b>	<b>+ 0,1%</b>	<b>- 0,7%</b>	<b>+ 1,9%</b>	<b>+ 0,9%</b>	<b>+ 1,2%</b>
Dépenses d'équipement brut	+ 6,9%	+ 5,3%	+ 7,1%	+ 8,8%	+ 11,6%	+ 8,9%	+ 5,0%
Remboursements de dette *	+ 15,8%	+ 0,4%	- 8,3%	- 21,1%	- 24,5%	- 17,0%	- 7,8%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>+ 4,2%</b>	<b>+ 1,1%</b>	<b>+ 3,6%</b>	<b>+ 3,8%</b>	<b>+ 2,2%</b>	<b>+ 2,7%</b>	<b>+ 3,3%</b>
Impôts et taxes	+ 3,9%	+ 3,1%	+ 3,5%	+ 5,1%	+ 3,2%	+ 3,7%	+ 2,6%
dont produit 4 taxes (voté)	+ 2,5%	+ 4,4%	+ 3,0%	+ 3,8%	+ 2,5%	+ 3,2%	+ 2,8%
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement de fiscalité</i>	<i>+ 1,8%</i>	<i>+ 4,6%</i>	<i>+ 3,6%</i>	<i>+ 4,0%</i>	<i>+ 2,6%</i>	<i>+ 3,4%</i>	<i>+ 3,1%</i>
Dotations et participations	- 4,9%	+ 2,8%	+ 1,5%	+ 0,2%	+ 1,4%	+ 1,3%	+ 3,4%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>+ 9,2%</b>	<b>- 0,4%</b>	<b>- 6,6%</b>	<b>- 2,4%</b>	<b>- 8,2%</b>	<b>- 5,3%</b>	<b>+ 0,2%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 7,7%	- 0,6%	+ 6,3%	- 14,3%	+ 4,5%	+ 0,6%	+ 2,5%
Emprunts *	+ 2,4%	+ 4,3%	- 14,4%	+ 3,2%	- 17,0%	- 10,8%	+ 3,1%
<b>Épargne brute</b>	<b>+ 9,1%</b>	<b>- 5,5%</b>	<b>+ 4,2%</b>	<b>+ 6,4%</b>	<b>- 3,2%</b>	<b>+ 0,0%</b>	<b>+ 3,3%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>+ 3,7%</b>	<b>+ 2,7%</b>	<b>+ 1,1%</b>	<b>+ 3,5%</b>	<b>+ 4,8%</b>	<b>+ 3,5%</b>	<b>+ 2,9%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

## ◆ Communes touristiques

## Ensemble des communes "supports stations de sports d'hiver" en 2006

montants en euros par habitant

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	communes "stations de sports d'hiver"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	127	139	27	7	8	308	35 677
<b>Population totale au 01/01/2006</b>	34 226	133 197	71 384	28 329	56 831	323 967	30 841 211
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>4 058</b>	<b>4 245</b>	<b>3 327</b>	<b>2 971</b>	<b>2 663</b>	<b>3 634</b>	<b>1 102</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>4 287</b>	<b>4 318</b>	<b>3 323</b>	<b>3 052</b>	<b>2 683</b>	<b>3 698</b>	<b>1 123</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>2 221</b>	<b>2 309</b>	<b>1 961</b>	<b>1 800</b>	<b>1 500</b>	<b>2 037</b>	<b>666</b>
- dont charges à caractère général	32,9%	32,5%	29,6%	30,2%	31,4%	31,6%	29,9%
- dont charges de personnel	26,6%	29,7%	32,2%	35,6%	43,1%	32,1%	45,9%
- dont charges d'intérêts	5,5%	5,7%	6,6%	8,4%	5,0%	6,0%	4,2%
- dont autres charges de gestion courante	31,6%	27,4%	29,2%	24,0%	18,6%	26,9%	18,1%
- dont autres	3,5%	4,6%	2,4%	1,9%	1,9%	3,5%	1,9%
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,2%	0,4%	0,4%	0,1%	0,4%	0,4%	0,6%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>3 142</b>	<b>3 102</b>	<b>2 674</b>	<b>2 309</b>	<b>2 003</b>	<b>2 750</b>	<b>866</b>
- dont ventes, produits et prestations	8,5%	7,4%	5,8%	5,0%	6,8%	6,9%	5,7%
- dont dotations et participations	28,5%	25,4%	25,4%	25,4%	24,2%	25,6%	32,6%
<i>dont DGF</i>	<i>(19,2%)</i>	<i>(20,9%)</i>	<i>(20,9%)</i>	<i>(19,6%)</i>	<i>(18,2%)</i>	<i>(20,3%)</i>	<i>(23,2%)</i>
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	<i>(5,9%)</i>	<i>(2,0%)</i>	<i>(2,2%)</i>	<i>(2,9%)</i>	<i>(1,7%)</i>	<i>(2,5%)</i>	<i>(5,0%)</i>
- dont impôts et taxes	42,2%	51,4%	56,9%	61,9%	56,5%	52,9%	50,9%
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	<i>(34,9%)</i>	<i>(38,7%)</i>	<i>(43,3%)</i>	<i>(42,0%)</i>	<i>(38,2%)</i>	<i>(39,4%)</i>	<i>(35,3%)</i>
- dont autres produits courants non financiers	9,3%	9,6%	7,5%	4,5%	4,0%	8,0%	4,6%
- dont autres	11,5%	6,2%	4,5%	3,2%	8,5%	6,5%	6,1%
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>29,3%</b>	<b>25,6%</b>	<b>26,7%</b>	<b>22,1%</b>	<b>25,1%</b>	<b>25,9%</b>	<b>23,1%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>1 837</b>	<b>1 936</b>	<b>1 366</b>	<b>1 171</b>	<b>1 163</b>	<b>1 598</b>	<b>437</b>
- dont remboursements de dette *	26,1%	21,6%	26,5%	23,2%	15,2%	22,3%	18,5%
- dont dépenses d'équipement brut	68,9%	68,8%	68,7%	72,4%	82,8%	70,8%	78,3%
- dont autres	4,9%	9,7%	4,8%	4,4%	2,0%	6,9%	3,2%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>1 144</b>	<b>1 215</b>	<b>649</b>	<b>743</b>	<b>680</b>	<b>948</b>	<b>257</b>
- dont dotations et subventions	45,6%	38,5%	45,3%	32,1%	34,7%	39,5%	51,5%
- dont emprunts	43,2%	54,3%	48,0%	66,5%	63,0%	53,9%	40,8%
- dont autres	11,2%	7,2%	6,7%	1,4%	2,3%	6,6%	7,7%
<b>Encours de dette au 31/12/2006</b>							
- par habitant	2 940	3 307	2 768	2 929	1 950	2 878	679
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,94	1,07	1,03	1,27	0,97	1,05	0,78
- sur épargne brute	3,19	4,17	3,88	5,75	3,88	4,03	3,39
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>1 121</b>	<b>1 228</b>	<b>1 174</b>	<b>983</b>	<b>812</b>	<b>1 110</b>	<b>384</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	509	650	740	749	733	667	544
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	95,9%	93,0%	99,4%	101,3%	82,9%	94,0%	66,1%
Coefficient de mobilisation de potentiel fiscal élargi	112,9%	106,6%	104,7%	105,1%	90,4%	104,5%	87,1%
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	83,2%	81,8%	92,3%	90,9%	91,6%	86,1%	65,2%

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CPMF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

## Évolution 2006/2005 à champ constant : communes "supports stations de sports d'hiver"

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	communes "stations de sports d'hiver"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>- 12,9%</b>	<b>+ 5,1%</b>	<b>+ 0,6%</b>	<b>+ 0,8%</b>	<b>+ 6,6%</b>	<b>+ 1,6%</b>	<b>+ 2,5%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>- 0,9%</b>	<b>+ 2,4%</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>+ 2,4%</b>	<b>+ 0,7%</b>	<b>+ 1,8%</b>	<b>+ 3,3%</b>
Charges à caractère général	+ 7,9%	+ 2,7%	- 1,1%	+ 4,6%	- 0,2%	+ 2,3%	+ 3,3%
Charges de personnel	+ 5,8%	+ 3,7%	+ 4,7%	+ 5,9%	+ 3,4%	+ 4,3%	+ 3,2%
Charges d'intérêts	+ 7,6%	+ 1,3%	+ 2,8%	+ 38,2%	+ 10,6%	+ 6,4%	+ 2,3%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>- 24,1%</b>	<b>+ 8,4%</b>	<b>- 1,7%</b>	<b>- 1,7%</b>	<b>+ 15,4%</b>	<b>+ 1,3%</b>	<b>+ 1,2%</b>
Dépenses d'équipement brut	- 16,0%	+ 6,7%	- 5,7%	+ 17,2%	+ 47,7%	+ 5,8%	+ 5,0%
Remboursements de dette *	- 40,1%	+ 10,0%	+ 4,5%	- 37,3%	- 44,2%	- 13,0%	- 7,8%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>+ 7,0%</b>	<b>+ 0,2%</b>	<b>- 0,2%</b>	<b>+ 3,2%</b>	<b>+ 6,8%</b>	<b>+ 1,9%</b>	<b>+ 3,3%</b>
Impôts et taxes	+ 4,8%	+ 2,8%	+ 0,9%	+ 4,9%	+ 1,3%	+ 2,5%	+ 2,6%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	<i>+ 7,9%</i>	<i>+ 4,6%</i>	<i>+ 3,1%</i>	<i>+ 4,7%</i>	<i>+ 4,7%</i>	<i>+ 4,6%</i>	<i>+ 2,8%</i>
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement de fiscalité</i>	<i>+ 7,9%</i>	<i>+ 4,3%</i>	<i>+ 3,1%</i>	<i>+ 4,7%</i>	<i>+ 4,6%</i>	<i>+ 4,4%</i>	<i>+ 3,1%</i>
Dotations et participations	+ 2,6%	+ 2,1%	+ 2,6%	+ 2,9%	+ 1,4%	+ 2,3%	+ 3,4%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>- 37,2%</b>	<b>+ 12,4%</b>	<b>+ 3,7%</b>	<b>- 8,9%</b>	<b>- 1,1%</b>	<b>- 1,9%</b>	<b>+ 0,2%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 18,9%	+ 15,3%	+ 10,8%	- 15,3%	+ 27,4%	+ 14,0%	+ 2,5%
Emprunts *	- 52,9%	+ 13,0%	- 1,6%	+ 47,4%	- 0,4%	- 2,8%	+ 3,1%
<b>Épargne brute</b>	<b>+ 32,4%</b>	<b>- 5,8%</b>	<b>- 6,6%</b>	<b>+ 6,1%</b>	<b>+ 30,6%</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>+ 3,3%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>+ 1,9%</b>	<b>+ 7,0%</b>	<b>- 2,3%</b>	<b>+ 8,2%</b>	<b>+ 7,1%</b>	<b>+ 4,4%</b>	<b>+ 2,9%</b>



## ◆ Communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains

## Ensemble des communes appartenant à l'espace à dominante rurale en 2006

montants en euros par habitant

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "rurales"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	13 040	4 394	645	231	217	18 527	35 677
<b>Population totale au 01/01/2006</b>	2 610 272	4 090 471	1 671 526	969 208	1 455 324	10 796 801	30 841 211
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>1 082</b>	<b>1 124</b>	<b>1 258</b>	<b>1 272</b>	<b>1 444</b>	<b>1 191</b>	<b>1 102</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>1 124</b>	<b>1 140</b>	<b>1 268</b>	<b>1 293</b>	<b>1 450</b>	<b>1 212</b>	<b>1 123</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>591</b>	<b>638</b>	<b>752</b>	<b>804</b>	<b>938</b>	<b>700</b>	<b>666</b>
- dont charges à caractère général	32,4%	31,3%	29,7%	28,4%	26,9%	<b>30,2%</b>	<b>29,9%</b>
- dont charges de personnel	34,4%	42,0%	46,0%	49,3%	51,5%	<b>43,6%</b>	<b>45,9%</b>
- dont charges d'intérêts	3,6%	4,5%	4,8%	5,1%	5,0%	<b>4,5%</b>	<b>4,2%</b>
- dont autres charges de gestion courante	27,0%	20,1%	17,6%	15,9%	15,3%	<b>19,8%</b>	<b>18,1%</b>
- dont autres	2,7%	2,1%	1,9%	1,4%	1,4%	<b>2,0%</b>	<b>1,9%</b>
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,3%	0,5%	0,7%	1,3%	1,4%	<b>0,7%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>815</b>	<b>847</b>	<b>989</b>	<b>1 022</b>	<b>1 157</b>	<b>919</b>	<b>866</b>
- dont ventes, produits et prestations	7,0%	5,7%	5,4%	5,1%	5,6%	<b>5,8%</b>	<b>5,7%</b>
- dont dotations et participations	39,9%	35,8%	33,9%	32,8%	31,4%	<b>35,3%</b>	<b>32,6%</b>
<i>dont DGF</i>	<i>(27,6%)</i>	<i>(26,5%)</i>	<i>(25,5%)</i>	<i>(23,9%)</i>	<i>(22,9%)</i>	<i>(25,7%)</i>	<i>(23,2%)</i>
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	<i>(7,2%)</i>	<i>(5,7%)</i>	<i>(5,0%)</i>	<i>(4,9%)</i>	<i>(4,6%)</i>	<i>(5,6%)</i>	<i>(5,0%)</i>
- dont impôts et taxes	37,2%	45,0%	49,9%	52,2%	54,9%	<b>46,5%</b>	<b>50,9%</b>
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	<i>(28,4%)</i>	<i>(34,6%)</i>	<i>(37,3%)</i>	<i>(36,0%)</i>	<i>(39,1%)</i>	<i>(34,6%)</i>	<i>(35,3%)</i>
- dont autres produits courants non financiers	9,2%	7,0%	5,0%	3,3%	2,9%	<b>6,1%</b>	<b>4,6%</b>
- dont autres	6,7%	6,4%	5,8%	6,6%	5,3%	<b>6,2%</b>	<b>6,1%</b>
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>27,4%</b>	<b>24,7%</b>	<b>23,9%</b>	<b>21,4%</b>	<b>18,9%</b>	<b>23,9%</b>	<b>23,1%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>491</b>	<b>487</b>	<b>505</b>	<b>468</b>	<b>506</b>	<b>491</b>	<b>437</b>
- dont remboursements de dette *	15,0%	18,6%	20,5%	22,0%	24,1%	<b>19,1%</b>	<b>18,5%</b>
- dont dépenses d'équipement brut	81,2%	76,7%	76,3%	74,2%	73,1%	<b>77,0%</b>	<b>78,3%</b>
- dont autres	3,8%	4,7%	3,2%	3,9%	2,7%	<b>3,9%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>309</b>	<b>293</b>	<b>280</b>	<b>271</b>	<b>294</b>	<b>293</b>	<b>257</b>
- dont dotations et subventions	58,5%	50,4%	51,0%	41,6%	42,2%	<b>50,7%</b>	<b>51,5%</b>
- dont emprunts	32,1%	40,8%	42,6%	49,8%	49,4%	<b>40,8%</b>	<b>40,8%</b>
- dont autres	9,4%	8,8%	6,4%	8,6%	8,3%	<b>8,5%</b>	<b>7,7%</b>
<b>Encours de dette au 31/12/2006</b>							
- par habitant	527	713	865	950	1 145	<b>771</b>	<b>679</b>
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,65	0,84	0,87	0,93	0,99	<b>0,84</b>	<b>0,78</b>
- sur épargne brute	2,35	3,40	3,66	4,35	5,23	<b>3,52</b>	<b>3,39</b>
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>244</b>	<b>330</b>	<b>427</b>	<b>467</b>	<b>550</b>	<b>366</b>	<b>384</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	366	464	562	605	647	<b>491</b>	<b>544</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	56,1%	65,4%	72,4%	72,2%	80,9%	<b>67,2%</b>	<b>66,1%</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	78,4%	81,7%	85,3%	90,2%	94,3%	<b>84,7%</b>	<b>87,1%</b>
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	70,4%	72,1%	74,2%	68,1%	73,8%	<b>72,1%</b>	<b>65,2%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

## Évolution 2006/2005 à champ constant : communes appartenant à l'espace à dominante rurale

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "rurales"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>+ 2,6%</b>	<b>+ 3,7%</b>	<b>+ 1,9%</b>	<b>+ 1,2%</b>	<b>+ 2,0%</b>	<b>+ 2,6%</b>	<b>+ 2,5%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>+ 3,3%</b>	<b>+ 3,0%</b>	<b>+ 2,7%</b>	<b>+ 2,4%</b>	<b>+ 2,7%</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 3,3%</b>
Charges à caractère général	+ 4,3%	+ 3,9%	+ 3,7%	+ 2,9%	+ 4,0%	+ 3,9%	+ 3,3%
Charges de personnel	+ 4,5%	+ 3,7%	+ 3,4%	+ 2,6%	+ 2,6%	+ 3,4%	+ 3,2%
Charges d'intérêts	- 0,5%	- 1,7%	- 1,0%	+ 9,1%	+ 7,0%	+ 1,5%	+ 2,3%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>+ 1,7%</b>	<b>+ 4,5%</b>	<b>+ 0,6%</b>	<b>- 0,6%</b>	<b>+ 0,8%</b>	<b>+ 2,2%</b>	<b>+ 1,2%</b>
Dépenses d'équipement brut	+ 3,8%	+ 6,7%	+ 3,2%	+ 1,2%	+ 8,1%	+ 5,1%	+ 5,0%
Remboursements de dette *	- 5,5%	- 1,6%	- 6,4%	- 8,0%	- 15,9%	- 6,6%	- 7,8%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>+ 4,0%</b>	<b>+ 2,5%</b>	<b>+ 2,1%</b>	<b>+ 3,0%</b>	<b>+ 2,5%</b>	<b>+ 2,8%</b>	<b>+ 3,3%</b>
Impôts et taxes	+ 0,8%	+ 1,7%	+ 2,6%	+ 2,4%	+ 3,0%	+ 2,1%	+ 2,6%
dont produit 4 taxes (voté)	- 0,4%	+ 1,8%	+ 2,1%	+ 2,8%	+ 3,4%	+ 1,9%	+ 2,8%
dont produit 4 taxes (voté) + reversement fiscalité	- 0,2%	+ 2,0%	+ 3,4%	+ 3,6%	+ 3,0%	+ 2,3%	+ 3,1%
Dotations et participations	+ 5,1%	+ 3,5%	+ 2,1%	+ 1,6%	+ 2,5%	+ 3,4%	+ 3,4%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>+ 0,7%</b>	<b>+ 4,1%</b>	<b>- 1,1%</b>	<b>+ 6,7%</b>	<b>- 4,4%</b>	<b>+ 1,4%</b>	<b>+ 0,2%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 1,6%	+ 5,6%	+ 6,0%	- 0,4%	+ 7,3%	+ 4,2%	+ 2,5%
Emprunts *	+ 2,2%	+ 6,8%	- 3,1%	+ 15,3%	- 8,5%	+ 2,2%	+ 3,1%
<b>Épargne brute</b>	<b>+ 5,7%</b>	<b>+ 0,8%</b>	<b>+ 0,1%</b>	<b>+ 5,3%</b>	<b>+ 2,0%</b>	<b>+ 2,4%</b>	<b>+ 3,3%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>+ 5,3%</b>	<b>+ 3,5%</b>	<b>+ 1,3%</b>	<b>+ 3,6%</b>	<b>+ 1,4%</b>	<b>+ 3,0%</b>	<b>+ 2,9%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie / (2) y compris travaux en régie



## ◆ Communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains

## Ensemble des communes appartenant à un pôle urbain en 2006

montants en euros par habitant

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "pôles urbains"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	78	804	495	322	557	2 256	35 677
<b>Population totale au 01/01/2006</b>	29 047	988 779	1 331 322	1 350 110	3 944 482	7 643 740	30 841 211
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>783</b>	<b>923</b>	<b>1 043</b>	<b>1 183</b>	<b>1 333</b>	<b>1 201</b>	<b>1 102</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>840</b>	<b>941</b>	<b>1 065</b>	<b>1 193</b>	<b>1 345</b>	<b>1 215</b>	<b>1 123</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>464</b>	<b>535</b>	<b>642</b>	<b>752</b>	<b>897</b>	<b>779</b>	<b>666</b>
- dont charges à caractère général	31,7%	30,9%	30,8%	29,2%	27,5%	<b>28,6%</b>	<b>29,9%</b>
- dont charges de personnel	36,0%	44,8%	47,7%	49,6%	52,5%	<b>50,6%</b>	<b>45,9%</b>
- dont charges d'intérêts	2,7%	4,0%	3,9%	4,0%	4,0%	<b>3,9%</b>	<b>4,2%</b>
- dont autres charges de gestion courante	25,6%	18,0%	15,3%	14,9%	13,8%	<b>14,6%</b>	<b>18,1%</b>
- dont autres	3,9%	2,3%	2,3%	2,3%	2,2%	<b>2,3%</b>	<b>1,9%</b>
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,6%	0,3%	0,5%	0,4%	0,7%	<b>0,6%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>645</b>	<b>717</b>	<b>845</b>	<b>944</b>	<b>1 107</b>	<b>980</b>	<b>866</b>
- dont ventes, produits et prestations	5,2%	5,1%	4,9%	5,3%	5,4%	<b>5,3%</b>	<b>5,7%</b>
- dont dotations et participations	28,9%	29,4%	26,8%	27,6%	27,5%	<b>27,6%</b>	<b>32,6%</b>
<i>dont DGF</i>	<i>(19,8%)</i>	<i>(21,0%)</i>	<i>(19,0%)</i>	<i>(19,1%)</i>	<i>(19,0%)</i>	<i>(19,2%)</i>	<i>(23,2%)</i>
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	<i>(5,8%)</i>	<i>(4,4%)</i>	<i>(3,9%)</i>	<i>(3,4%)</i>	<i>(3,4%)</i>	<i>(3,6%)</i>	<i>(5,0%)</i>
- dont impôts et taxes	49,4%	56,0%	58,9%	59,3%	59,2%	<b>58,8%</b>	<b>50,9%</b>
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	<i>(31,5%)</i>	<i>(38,1%)</i>	<i>(38,2%)</i>	<i>(36,6%)</i>	<i>(35,8%)</i>	<i>(36,5%)</i>	<i>(35,3%)</i>
- dont autres produits courants non financiers	7,3%	4,1%	3,2%	2,5%	2,2%	<b>2,6%</b>	<b>4,6%</b>
- dont autres	9,1%	5,5%	6,3%	5,3%	5,7%	<b>5,7%</b>	<b>6,1%</b>
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>28,0%</b>	<b>25,3%</b>	<b>24,0%</b>	<b>20,4%</b>	<b>18,9%</b>	<b>20,5%</b>	<b>23,1%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>319</b>	<b>387</b>	<b>401</b>	<b>431</b>	<b>436</b>	<b>422</b>	<b>437</b>
- dont remboursements de dette *	14,3%	17,0%	18,2%	17,5%	20,6%	<b>19,2%</b>	<b>18,5%</b>
- dont dépenses d'équipement brut	81,7%	79,8%	78,9%	79,8%	77,0%	<b>78,2%</b>	<b>78,3%</b>
- dont autres	4,0%	3,1%	2,8%	2,7%	2,4%	<b>2,6%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>195</b>	<b>225</b>	<b>220</b>	<b>248</b>	<b>238</b>	<b>235</b>	<b>257</b>
- dont dotations et subventions	68,8%	54,7%	49,5%	46,0%	45,8%	<b>47,6%</b>	<b>51,5%</b>
- dont emprunts	17,1%	38,3%	43,9%	41,2%	47,6%	<b>44,5%</b>	<b>40,8%</b>
- dont autres	14,1%	7,0%	6,7%	12,9%	6,7%	<b>7,9%</b>	<b>7,7%</b>
<b>Encours de dette au 31/12/2006</b>							
- par habitant	310	529	608	688	825	<b>723</b>	<b>679</b>
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,48	0,74	0,72	0,73	0,75	<b>0,74</b>	<b>0,78</b>
- sur épargne brute	1,71	2,92	3,00	3,58	3,94	<b>3,59</b>	<b>3,39</b>
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>269</b>	<b>360</b>	<b>455</b>	<b>495</b>	<b>577</b>	<b>512</b>	<b>384</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	540	621	713	712	781	<b>735</b>	<b>544</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	50,0%	55,9%	61,4%	72,7%	75,0%	<b>69,4%</b>	<b>66,1%</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	66,8%	78,9%	94,6%	93,2%	101,2%	<b>96,1%</b>	<b>87,1%</b>
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpm	60,3%	58,6%	52,0%	56,1%	55,4%	<b>55,3%</b>	<b>65,2%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

## Evolution 2006/2005 à champ constant : communes appartenant à un pôle urbain

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "pôles urbains"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>- 3,2%</b>	<b>+ 0,8%</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 4,7%</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>+ 2,6%</b>	<b>+ 2,5%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>+ 6,4%</b>	<b>+ 2,5%</b>	<b>+ 3,7%</b>	<b>+ 3,7%</b>	<b>+ 4,1%</b>	<b>+ 3,9%</b>	<b>+ 3,3%</b>
Charges à caractère général	+ 8,0%	+ 3,7%	+ 4,5%	+ 4,4%	+ 4,0%	+ 4,2%	+ 3,3%
Charges de personnel	+ 3,3%	+ 3,7%	+ 4,5%	+ 4,0%	+ 3,9%	+ 3,9%	+ 3,2%
Charges d'intérêts	- 0,4%	- 2,7%	- 0,1%	+ 7,0%	+ 10,7%	+ 6,9%	+ 2,3%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>- 14,4%</b>	<b>- 1,6%</b>	<b>+ 1,6%</b>	<b>+ 6,5%</b>	<b>- 1,3%</b>	<b>+ 0,3%</b>	<b>+ 1,2%</b>
Dépenses d'équipement brut	- 12,9%	+ 2,1%	+ 4,5%	+ 14,3%	+ 4,5%	+ 5,9%	+ 5,0%
Remboursements de dette *	- 24,9%	- 1,6%	+ 1,4%	- 12,2%	- 13,0%	- 10,6%	- 7,8%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>+ 9,9%</b>	<b>+ 2,0%</b>	<b>+ 3,8%</b>	<b>+ 3,6%</b>	<b>+ 3,6%</b>	<b>+ 3,5%</b>	<b>+ 3,3%</b>
Impôts et taxes	+ 3,5%	+ 3,0%	+ 3,5%	+ 3,0%	+ 3,3%	+ 3,3%	+ 2,6%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	<i>+ 3,1%</i>	<i>+ 3,1%</i>	<i>+ 3,2%</i>	<i>+ 2,7%</i>	<i>+ 3,6%</i>	<i>+ 3,4%</i>	<i>+ 2,8%</i>
<i>+ 2,0%</i>	<i>+ 3,7%</i>	<i>+ 3,7%</i>	<i>+ 3,4%</i>	<i>+ 3,0%</i>	<i>+ 3,3%</i>	<i>+ 3,3%</i>	<i>+ 3,1%</i>
Dotations et participations	+ 5,5%	+ 2,3%	+ 0,5%	+ 2,1%	+ 2,6%	+ 2,1%	+ 3,4%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>- 13,9%</b>	<b>- 6,7%</b>	<b>- 2,3%</b>	<b>+ 7,9%</b>	<b>- 1,6%</b>	<b>- 1,0%</b>	<b>+ 0,2%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 12,1%	- 4,4%	- 5,9%	+ 3,6%	+ 0,4%	- 0,6%	+ 2,5%
Emprunts *	- 60,6%	+ 6,8%	+ 15,2%	+ 9,1%	+ 6,9%	+ 7,7%	+ 3,1%
<b>Épargne brute</b>	<b>+ 20,0%</b>	<b>+ 0,3%</b>	<b>+ 4,0%</b>	<b>+ 3,4%</b>	<b>+ 1,5%</b>	<b>+ 2,1%</b>	<b>+ 3,3%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>- 4,5%</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 2,5%</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>+ 2,9%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie / (2) y compris travaux en régie

## ◆ Communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains

## Ensemble des communes périurbaines en 2006

	montants en euros par habitant					Rappel	
	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "périurbaines"	moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	7 677	5 835	879	294	210	14 895	35 677
<b>Population totale au 01/01/2006</b>	1 932 779	5 592 899	2 283 883	1 213 817	1 379 501	12 402 879	30 841 211
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>845</b>	<b>876</b>	<b>1 018</b>	<b>1 143</b>	<b>1 247</b>	<b>965</b>	<b>1 102</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>887</b>	<b>902</b>	<b>1 036</b>	<b>1 147</b>	<b>1 277</b>	<b>990</b>	<b>1 123</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>471</b>	<b>496</b>	<b>602</b>	<b>700</b>	<b>811</b>	<b>567</b>	<b>666</b>
- dont charges à caractère général	31,5%	31,2%	31,3%	29,4%	28,6%	30,7%	29,9%
- dont charges de personnel	33,5%	42,7%	47,0%	48,6%	51,2%	44,5%	45,9%
- dont charges d'intérêts	3,1%	4,1%	4,5%	4,9%	4,3%	4,2%	4,2%
- dont autres charges de gestion courante	29,8%	20,2%	15,8%	15,6%	14,6%	19,1%	18,1%
- dont autres	2,0%	1,7%	1,4%	1,4%	1,3%	1,6%	1,9%
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,3%	0,4%	0,6%	0,8%	0,7%	0,5%	0,6%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>645</b>	<b>667</b>	<b>793</b>	<b>890</b>	<b>1 032</b>	<b>749</b>	<b>866</b>
- dont ventes, produits et prestations	6,6%	5,8%	5,6%	6,3%	6,2%	6,0%	5,7%
- dont dotations et participations	38,9%	34,9%	32,7%	30,8%	29,6%	33,7%	32,6%
<i>dont DGF</i>	<i>(25,4%)</i>	<i>(24,9%)</i>	<i>(23,9%)</i>	<i>(22,3%)</i>	<i>(20,8%)</i>	<i>(23,9%)</i>	<i>(23,2%)</i>
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	<i>(8,4%)</i>	<i>(6,0%)</i>	<i>(4,5%)</i>	<i>(4,1%)</i>	<i>(3,7%)</i>	<i>(5,5%)</i>	<i>(5,0%)</i>
- dont impôts et taxes	40,3%	47,1%	51,6%	54,7%	55,7%	49,3%	50,9%
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	<i>(29,2%)</i>	<i>(34,8%)</i>	<i>(37,1%)</i>	<i>(37,8%)</i>	<i>(36,8%)</i>	<i>(35,2%)</i>	<i>(35,3%)</i>
- dont autres produits courants non financiers	7,9%	5,1%	3,7%	2,7%	2,9%	4,6%	4,6%
- dont autres	6,3%	7,0%	6,5%	5,5%	5,6%	6,4%	6,1%
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>27,0%</b>	<b>25,6%</b>	<b>24,1%</b>	<b>21,4%</b>	<b>21,4%</b>	<b>24,4%</b>	<b>23,1%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>374</b>	<b>379</b>	<b>416</b>	<b>442</b>	<b>436</b>	<b>398</b>	<b>437</b>
- dont remboursements de dette *	13,9%	16,7%	18,3%	19,2%	20,2%	17,3%	18,5%
- dont dépenses d'équipement brut	82,6%	80,8%	79,7%	78,7%	74,7%	79,9%	78,3%
- dont autres	3,5%	2,4%	2,0%	2,1%	5,1%	2,8%	3,2%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>242</b>	<b>235</b>	<b>243</b>	<b>257</b>	<b>245</b>	<b>241</b>	<b>257</b>
- dont dotations et subventions	60,7%	55,3%	53,1%	51,1%	49,6%	54,7%	51,5%
- dont emprunts	31,0%	37,8%	41,2%	43,1%	44,4%	38,7%	40,8%
- dont autres	8,3%	6,9%	5,6%	5,8%	6,0%	6,7%	7,7%
<b>Encours de dette au 31/12/2006</b>							
- par habitant	372	500	664	801	806	574	679
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,58	0,75	0,84	0,90	0,78	0,77	0,78
- sur épargne brute	2,13	2,93	3,47	4,21	3,64	3,14	3,39
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>205</b>	<b>275</b>	<b>365</b>	<b>434</b>	<b>487</b>	<b>320</b>	<b>384</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	358	446	522	577	600	476	544
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	52,0%	58,6%	69,6%	73,3%	79,8%	63,0%	66,1%
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	68,1%	76,2%	84,5%	93,4%	96,0%	81,6%	87,1%
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	74,5%	68,8%	68,7%	64,4%	68,7%	68,8%	65,2%

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

## Evolution 2006/2005 à champ constant : communes périurbaines

	montants en euros par habitant					Rappel	
	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "périurbaines"	moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>+ 4,0%</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 1,7%</b>	<b>+ 0,8%</b>	<b>+ 1,0%</b>	<b>+ 2,2%</b>	<b>+ 2,5%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>+ 3,7%</b>	<b>+ 3,4%</b>	<b>+ 3,2%</b>	<b>+ 2,8%</b>	<b>+ 3,7%</b>	<b>+ 3,3%</b>	<b>+ 3,3%</b>
Charges à caractère général	+ 4,2%	+ 4,3%	+ 3,3%	+ 2,6%	+ 3,8%	+ 3,8%	+ 3,3%
Charges de personnel	+ 4,3%	+ 3,9%	+ 4,0%	+ 4,0%	+ 4,9%	+ 4,0%	+ 3,2%
Charges d'intérêts	+ 0,7%	- 0,3%	- 1,2%	+ 7,9%	+ 4,6%	+ 1,5%	+ 2,3%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>+ 4,2%</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>- 0,5%</b>	<b>- 2,1%</b>	<b>- 3,8%</b>	<b>+ 0,8%</b>	<b>+ 1,2%</b>
Dépenses d'équipement brut	+ 6,0%	+ 5,3%	+ 2,2%	+ 3,0%	+ 3,5%	+ 4,4%	+ 5,0%
Remboursements de dette *	+ 2,1%	- 3,3%	- 7,4%	- 11,7%	- 22,3%	- 7,8%	- 7,8%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>+ 4,7%</b>	<b>+ 4,4%</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 1,8%</b>	<b>+ 4,5%</b>	<b>+ 3,7%</b>	<b>+ 3,3%</b>
Impôts et taxes	+ 2,5%	+ 2,3%	+ 2,7%	+ 2,8%	+ 3,2%	+ 2,5%	+ 2,6%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	<i>+ 0,3%</i>	<i>+ 1,9%</i>	<i>+ 2,6%</i>	<i>+ 1,8%</i>	<i>+ 2,8%</i>	<i>+ 1,9%</i>	<i>+ 2,8%</i>
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement fiscalité</i>	<i>+ 0,8%</i>	<i>+ 2,4%</i>	<i>+ 3,0%</i>	<i>+ 2,5%</i>	<i>+ 3,1%</i>	<i>+ 2,4%</i>	<i>+ 3,1%</i>
Dotations et participations	+ 6,2%	+ 4,9%	+ 2,8%	+ 2,6%	+ 3,5%	+ 4,1%	+ 3,4%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>+ 4,6%</b>	<b>+ 1,4%</b>	<b>- 1,0%</b>	<b>- 8,9%</b>	<b>- 4,6%</b>	<b>- 0,3%</b>	<b>+ 0,2%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 4,4%	+ 3,5%	+ 3,1%	- 5,7%	+ 5,3%	+ 2,9%	+ 2,5%
Emprunts *	+ 8,8%	+ 4,0%	+ 0,0%	- 6,8%	- 9,0%	+ 0,7%	+ 3,1%
<b>Épargne brute</b>	<b>+ 7,5%</b>	<b>+ 7,3%</b>	<b>+ 1,8%</b>	<b>- 1,5%</b>	<b>+ 7,3%</b>	<b>+ 5,2%</b>	<b>+ 3,3%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>+ 6,4%</b>	<b>+ 4,1%</b>	<b>+ 2,4%</b>	<b>+ 1,7%</b>	<b>+ 0,9%</b>	<b>+ 3,2%</b>	<b>+ 2,9%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie / (2) y compris travaux en régie

## ◆ Communes de montagne

## Ensemble des communes de montagne non touristiques en 2006

	montants en euros par habitant					Rappel	
	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	communes "montagne non touristiques"	moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	3 348	976	106	37	36	4 503	35 677
<b>Population totale au 01/01/2006</b>	615 824	880 448	274 284	151 330	248 116	2 170 002	30 841 211
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>1 423</b>	<b>1 071</b>	<b>1 072</b>	<b>1 221</b>	<b>1 322</b>	<b>1 210</b>	<b>1 102</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>1 456</b>	<b>1 087</b>	<b>1 070</b>	<b>1 209</b>	<b>1 308</b>	<b>1 223</b>	<b>1 123</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>714</b>	<b>563</b>	<b>609</b>	<b>702</b>	<b>850</b>	<b>654</b>	<b>666</b>
- dont charges à caractère général	35,0%	32,2%	30,9%	28,9%	26,0%	31,7%	29,9%
- dont charges de personnel	34,6%	40,9%	45,7%	48,3%	50,8%	41,5%	45,9%
- dont charges d'intérêts	3,8%	5,0%	5,1%	5,2%	5,2%	4,7%	4,2%
- dont autres charges de gestion courante	24,6%	20,1%	17,5%	16,3%	16,8%	20,4%	18,1%
- dont autres	2,1%	1,8%	0,9%	1,3%	1,2%	1,7%	1,9%
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,4%	0,5%	0,9%	1,0%	0,8%	0,6%	0,6%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>998</b>	<b>762</b>	<b>827</b>	<b>926</b>	<b>1 082</b>	<b>885</b>	<b>866</b>
- dont ventes, produits et prestations	8,2%	6,2%	5,6%	5,4%	5,7%	6,6%	5,7%
- dont dotations et participations	41,6%	36,0%	31,6%	28,7%	29,5%	35,8%	32,6%
dont DGF	(29,8%)	(26,7%)	(23,3%)	(21,1%)	(21,3%)	(26,1%)	(23,2%)
dont attributions de péréquation et de compensation	(6,4%)	(4,7%)	(3,9%)	(3,2%)	(3,7%)	(4,9%)	(5,0%)
- dont impôts et taxes	34,1%	44,9%	50,9%	55,7%	56,8%	44,6%	50,9%
dont produit voté 4 taxes	(24,7%)	(33,7%)	(35,6%)	(34,7%)	(35,3%)	(31,4%)	(35,3%)
- dont autres produits courants non financiers	10,0%	6,8%	5,3%	3,6%	3,1%	6,9%	4,6%
- dont autres	6,1%	6,0%	6,6%	6,7%	4,9%	6,0%	6,1%
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>28,5%</b>	<b>26,0%</b>	<b>26,4%</b>	<b>24,2%</b>	<b>21,4%</b>	<b>26,1%</b>	<b>23,1%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>709</b>	<b>508</b>	<b>464</b>	<b>519</b>	<b>472</b>	<b>556</b>	<b>437</b>
- dont remboursements de dette *	13,0%	18,0%	18,6%	16,2%	23,1%	16,6%	18,5%
- dont dépenses d'équipement brut	84,1%	78,6%	78,3%	78,7%	73,2%	80,0%	78,3%
- dont autres	2,9%	3,5%	3,1%	5,2%	3,7%	3,4%	3,2%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>458</b>	<b>326</b>	<b>243</b>	<b>282</b>	<b>227</b>	<b>339</b>	<b>257</b>
- dont dotations et subventions	65,6%	54,3%	57,1%	45,4%	50,1%	58,0%	51,5%
- dont emprunts	27,3%	38,0%	36,7%	36,6%	43,0%	34,1%	40,8%
- dont autres	7,1%	7,7%	6,2%	18,1%	6,9%	7,9%	7,7%
<b>Encours de dette au 31/12/2006</b>							
- par habitant	662	696	745	805	969	731	679
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,66	0,91	0,90	0,87	0,90	0,83	0,78
- sur épargne brute	2,33	3,51	3,41	3,59	4,19	3,17	3,39
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>267</b>	<b>302</b>	<b>383</b>	<b>463</b>	<b>558</b>	<b>343</b>	<b>384</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	350	466	623	692	715	488	544
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	62,4%	61,8%	58,4%	70,0%	84,1%	64,0%	66,1%
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	74,9%	74,1%	76,6%	81,4%	96,7%	78,5%	87,1%
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	76,0%	72,1%	64,8%	62,3%	62,3%	69,4%	65,2%

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

## Évolution 2006/2005 à champ constant : communes de montagne non touristiques

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	communes "montagne non touristiques"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>+ 4,4%</b>	<b>+ 3,3%</b>	<b>+ 4,9%</b>	<b>+ 3,6%</b>	<b>+ 3,2%</b>	<b>+ 3,8%</b>	<b>+ 2,5%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>+ 3,2%</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 3,2%</b>	<b>+ 1,2%</b>	<b>+ 4,8%</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 3,3%</b>
Charges à caractère général	+ 3,9%	+ 3,1%	+ 4,4%	+ 0,7%	+ 5,6%	+ 3,6%	+ 3,3%
Charges de personnel	+ 4,6%	+ 3,8%	+ 5,0%	+ 4,6%	+ 4,0%	+ 4,1%	+ 3,2%
Charges d'intérêts	- 0,0%	- 0,4%	+ 1,9%	+ 8,8%	+ 10,5%	+ 2,0%	+ 2,3%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>+ 5,6%</b>	<b>+ 3,7%</b>	<b>+ 7,1%</b>	<b>+ 7,1%</b>	<b>+ 0,3%</b>	<b>+ 4,7%</b>	<b>+ 1,2%</b>
Dépenses d'équipement brut	+ 5,8%	+ 6,6%	+ 9,2%	+ 8,5%	+ 7,7%	+ 6,9%	+ 5,0%
Remboursements de dette *	+ 6,5%	- 0,9%	- 3,0%	- 12,4%	- 17,4%	- 2,9%	- 7,8%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 4,1%</b>	<b>+ 3,7%</b>	<b>+ 3,2%</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 3,3%</b>
Impôts et taxes	+ 1,4%	+ 2,6%	+ 3,8%	+ 2,8%	+ 2,2%	+ 2,2%	+ 2,6%
dont produit 4 taxes (voté)	- 0,2%	+ 2,3%	+ 4,7%	+ 4,2%	+ 2,9%	+ 1,9%	+ 2,8%
dont produit 4 taxes (voté) + reversement fiscalité	+ 0,4%	+ 2,8%	+ 3,8%	+ 4,3%	+ 1,5%	+ 2,1%	+ 3,1%
Dotations et participations	+ 3,3%	+ 2,9%	+ 3,2%	+ 2,4%	+ 2,7%	+ 2,9%	+ 3,4%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>+ 8,5%</b>	<b>+ 2,5%</b>	<b>- 4,7%</b>	<b>+ 9,5%</b>	<b>- 2,1%</b>	<b>+ 4,3%</b>	<b>+ 0,2%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 4,9%	+ 3,1%	- 0,1%	+ 25,9%	+ 19,0%	+ 5,6%	+ 2,5%
Emprunts *	+ 17,2%	+ 11,2%	- 6,5%	- 12,1%	- 11,7%	+ 7,0%	+ 3,1%
<b>Épargne brute</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 6,6%</b>	<b>+ 12,5%</b>	<b>- 2,3%</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 3,3%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>+ 5,2%</b>	<b>+ 3,3%</b>	<b>+ 0,1%</b>	<b>+ 1,3%</b>	<b>- 0,8%</b>	<b>+ 2,4%</b>	<b>+ 2,9%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.